


Informations de base	
<b>2020/2155(DEC)</b> DEC - Procédure de décharge Décharge 2019 : Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) <b>Subject</b> 8.70.03.09 Décharge 2019	Procédure terminée

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)
	<div>CONT</div> Contrôle budgétaire		BRUDZIŃSKI Joachim Stanisław (ECR)
			Rapporteur(e) fictif/fictive ZDECHOVSKÝ Tomáš (EPP) RÓNAI Sándor (S&D) MITUȚA Alin (Renew) EICKHOUT Bas (Greens /EFA)
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis
	<div>EMPL</div> Emploi et affaires sociales		TOMC Romana (EPP)
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire
	Budget		HAHN Johannes

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
29/06/2020	Publication du document de base non-législatif	COM(2020)0288 	
15/09/2020	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
22/03/2021	Vote en commission		

30/03/2021	Dépôt du rapport de la commission	<a href="#">A9-0090/2021</a>	
27/04/2021	Débat en plénière		
28/04/2021	Décision du Parlement	<a href="#">T9-0179/2021</a>	Résumé
24/09/2021	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2020/2155(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/9/03868

Portail de documentation


Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE657.202	11/01/2021	
Avis de la commission	EMPL	PE660.374	24/02/2021	
Amendements déposés en commission		PE680.795	05/03/2021	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0090/2021	30/03/2021	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0179/2021	28/04/2021	Résumé

Conseil de l'Union

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif complémentaire	05793/2021	05/02/2021	

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif	COM(2020)0288 	29/06/2020	

Acte final
Budget 2021/1577 <a href="#">JO L 340 24.09.2021, p. 0227</a>

# Décharge 2019 : Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA)

2020/2155(DEC) - 28/04/2021 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé par 636 voix pour, 58 contre et 4 abstentions, de **donner décharge** à la directrice exécutive de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2019 et d'approuver la clôture des comptes de l'exercice en question.

Constatant que la Cour des comptes a déclaré avoir obtenu une assurance raisonnable que les comptes annuels de l'Agence pour l'exercice 2019 sont fiables et que les opérations sous-jacentes sont légales et régulières, le Parlement a adopté par 626 voix pour, 58 contre et 7 abstentions, une résolution contenant une série de recommandations qui font partie intégrante de la décision de décharge et qui complètent les recommandations générales figurant dans la [résolution](#) sur la performance, la gestion financière et le contrôle des agences de l'UE.

## ***États financiers de l'Agence***

Le budget définitif de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail pour l'exercice 2019 était de 15.739.000 EUR, soit une augmentation de 2,03% par rapport à 2018.

## ***Gestion budgétaire et financière***

Les efforts de suivi du budget au cours de l'exercice 2019 se sont traduits par un taux d'exécution budgétaire de 97,84 %, ce qui représente une baisse de 1,74% par rapport à 2018. Le taux d'exécution des crédits de paiement s'élevait à 76,33%, soit une baisse de 8,52% par rapport à 2018.

Le montant des crédits engagés reportés de 2019 à 2020 a été moins élevé que celui du report de 2018 à 2019, mais à 3.386.293 EUR ou 22% du budget de l'Agence, il reste élevé. L'Agence est donc invitée à en analyser les raisons et à améliorer la planification budgétaire en conséquence.

## ***Autres observations***

Les députés ont également fait une série d'observations concernant les performances, le personnel, les marchés publics, la prévention des conflits d'intérêts et les contrôles internes.

En particulier, ils ont noté que :

- l'Agence devrait actualiser régulièrement le système de mesure des performances pour garantir la qualité de sa contribution et de son expertise au niveau de l'Union;
- l'Agence doit développer ses synergies avec le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound) et la Fondation européenne pour la formation (ETF), partager ses connaissances et échanger tant les informations que les bonnes pratiques avec les autres agences de l'Union afin d'améliorer son efficacité (en ce qui concerne les ressources humaines, la gestion immobilière, les services informatiques et la sécurité);
- l'Agence a joué un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des principes inscrits dans le socle européen des droits sociaux;
- au 31 décembre 2019, 100 % du tableau des effectifs étaient pourvus avec 40 agents temporaires engagés sur les 40 agents temporaires autorisés au titre du budget de l'Union. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour parvenir à un équilibre hommes-femmes au niveau de l'encadrement supérieur et au sein du conseil d'administration;
- au cours de l'année, l'Agence a révisé et mis à jour ses lignes directrices en matière de marchés publics dans le prolongement de la mise en œuvre du système électronique de passation de marchés pour la gestion des appels d'offres et des contrats;
- des efforts sont déployés pour garantir la transparence ainsi que la prévention et la gestion des conflits d'intérêts. L'Agence devrait publier les CV et les déclarations d'intérêts de tous les membres du conseil d'administration et informer l'autorité de décharge des mesures prises à cet égard;
- le cadre de contrôle interne a effectivement été adopté par le conseil d'administration le 1<sup>er</sup> janvier 2019.